

Communiqué de presse du premier syndicat de l'Office National des Forêts

17 juillet 2019

Evolutions de l'ONF

La mission inter ministérielle a rendu son rapport :

« On a réformé, ça ne marche pas ... il faut réformer plus fort et plus vite »

Face à l'évidence, les inspecteurs des 4 Ministères (Agriculture, Environnement, Finances et Fonction publique) rejoignent globalement l'analyse portée par les représentants des personnels de l'ONF depuis de nombreuses années :

Missions de l'ONF et commandes de l'Etat insuffisamment voire pas du tout financées, engagements de l'Etat non tenus, injonctions ministérielles contradictoires, recettes de bois en baisse constante, Contrat 2016-2020 et objectifs de récolte irréalistes, défaut de transparence sur la situation financière réelle de l'ONF ... : tout y est ou presque.

Pour la mission, la récolte de bois ne peut plus financer gestion et protection de la forêt. Le modèle économique de l'ONF a donc vécu. Mais pour elle, pas question de rémunérer les services environnementaux rendus par la forêt (eau, air, CO2, protection, biodiversité) donc pas de nouveau modèle économique à l'horizon. La mission propose 2 mesures significatives (capitalisation, cotisation retraites) mais qui ne donneraient qu'un sursis à l'ONF.

Pour le reste la mission préconise les mêmes recettes éculées qui n'ont pas fonctionné :

- La réduction des effectifs, des missions, de la qualité de gestion... avec l'abandon proposé de 500 000 ha de forêts et milieux naturels communaux pas assez productifs !!!
- L'accélération de la privatisation : arrêt définitif des recrutements de fonctionnaires, filialisation d'activités réalisées par 40% du personnel, exclusion de la « société civile » du futur Conseil d'Administration, adoption d'une logique d'entreprise privée qui agit dans son intérêt propre ... et tant pis pour l'intérêt général.

La mission envisage même de pouvoir confier l'élaboration de la politique forestière, jusque-là définie par le Parlement et l'Etat, à une nouvelle « *agence des forêts publiques* ».

Après le désengagement financier, le désengagement tout court ?

Et puis il y a le changement climatique clairement abordé sans répondre aux questions posées : Quels besoins nouveaux en recherche, ingénierie, nouveaux métiers ? Pour des gestions de crise et des risques naturels en hausse, quels moyens humains pour quels financements ?

Quand le climat met de plus en plus à mal hommes et écosystèmes, le gouvernement répondra t il à ces questions cruciales ? Pérenniser le service public forestier, ce serait une très bonne idée.

Secrétaire Général Philippe CANAL pcanal.snupfen@orange.fr 06.17.82.16.75	Local SNUPFEN Solidaires Marie-Françoise CHATELAIN Tel : 06.83.24.26.92 Tel : 01.40.19.59.69	Secrétaire National Philippe Berger pberger.snupfen@orange.fr 06.84.17.07.97	www.snupfen.org
--	---	--	--